L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

Journal quotidien.....$12
Do. trois fois par semaine, $10 } payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 22 JUIN 1840.

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. District—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. District—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. District—LOUFROY BARRAS, de Le Fourche.
4me. District—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. District—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:

Premier Dist. Congressionnel—L'hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DE BUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
P. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT,
CHRISTIAN ROSELIUS.

MEETING DEMOCRATE WHIG.

Les amis de HARRISON et de la réforme s'assembleront ce soir à huit heures, dans la salle d'Orléans, dite salle Davis, rue d'Orléans. Nous espérons que l'assemblée sera nombreuse. Les whigs des trois municipalités sont invités à s'y trouver. A mesure que le jour du combat approche tous les amis de la réforme doivent redoubler de zèle et se réunir souvent.

LE COMITE WHIG CENTRAL s'assemblera

dans la Cour de Paroisse, ce soir à 7 heures et demie, avant de se rendre à l'assemblée convoquée à la salle de bal d'Orléans.

WHIG MEETING.

Une assemblée publique de tous ceux qui sont en faveur d'une réforme dans l'administration du gouvernement général et disposés à soutenir l'élection du général Harrison à la Présidence et de John Tyler à la Vice Présidence des Etats Unis, aura lieu lundi soir, 22 du courant, à la Salle d'Orléans, rue d'Orléans à 8 heures.

D'ordre du comité Whig Central.

THOS. URQUHART, Président.
J. B. WALTON, } Secrétaires.
WM. HY. WHITE. }

ASSOCIATION TIPPECANOE.

DES JEUNES GENS DE LA NLLE. ORLEANS.

☞ Les membres de cette association se réuniront dans l'intérieur de la Cour de Paroisse, ce soir à 7 heures. On demande la plus grande ponctualité.

KURSHEEDT, } Secretaires.
DELAPLAINE, }

Le *Courrier* reproduit encore son assertion que "la conduite du général Harrison dans le Sénat de l'Ohio, en 1820, prouve qu'il est abolitioniste." La conduite antérieure et postérieure du général Harrison répond victorieusement à cette accusation.

Celui qui, en 1802, présidait dans l'Indiana, une convention ayant pour but d'obtenir une modification de l'ordonnance de 1787, de manière à pouvoir admettre l'esclavage dans ce territoire; celui qui, en 1819, repoussait, comme membre de la Chambre des Représentans au Congrès pour l'Etat de l'Ohio, les résolutions suivantes, à propos de la demande d'admission du Missouri :

"Résolu que l'introduction ultérieure de l'esclavage soit prohibée, excepté pour la punition des crimes."

"Résolu que les enfans des esclaves nés dans l'Etat du Missouri, après son admission dans l'Union, seront libres à l'âge de 25 ans."

Celui qui en 1822 disait: *Nous ne pouvons pas émanciper les esclaves des autres Etats;*

Celui qui disait en 1833 que *s'il y a dans la Constitution des Etats Unis un article à l'abri de toute contestation, c'est celui qui dispose que la population esclave est sous le controle exclusif des Etats auxquels elle appartient*—

Celui qui disait, à la même époque: *Il est incontestable selon moi que, ni le gouvernement général des Etats Unis, ni les gouvernemens particuliers des Etats sans esclaves, ne peuvent intervenir en aucune manière dans la droit de propriété sur les esclaves*—

Celui qui disait à la même époque: *La discussion du sujet de l'émancipation dans les Etats sans esclaves n'est nullement autorisée par les principes de la Constitution*—

Celui qui a dit en 1835: *Les maux des émancipateurs sont funestes, présomptueux et inconstitutionnelles*—

Celui qui a dit dans une lettre récemment publiée, que ces opinions sont toujours les siennes—

Celui, en un mot, qui a fait et dit ces choses, peut-il avoir jamais donné un vote favorable aux abolitionistes? Evidemment non.

Mais outre ces preuves morales, nous donnerons des preuves matérielles.

Le Général Thompson, alors sénateur du comté de Colombiana, qui a été depuis membre du Congrès et partisan de Jackson et de Van Buren, présenta une résolution ainsi conçue :

"Résolu &c., que nos sénateurs et représentans au "Congrès soient requis de faire tous leurs efforts pour "s'opposer à l'admission du Missouri avec l'esclavage."

Le général Harrison qui pensait, ainsi que le prouvait son vote récent au Congrès que la Constitution ne donnait point au Congrès le droit d'imposer des conditions à l'admission des nouveaux *états relativement à l'esclavage*, et qui n'ignorait pas non plus que le parti abolitioniste était en force au Sénat, proposa un amendement qui lui fait entièrement la décision de l'affaire au Congrès, sans lier les représentans de l'Ohio par un mandat impératif.

Son amendement en effet tendait clairement à ce but: il proposait de remplacer la résolution de M. Thompson par celle-ci:

"Résolu &c., que nos sénateurs et représentans soient requis de faire tous leurs efforts et d'employer "tous les moyens, *compatibles avec la Constitution et les traités*, pour prevenir l'extension de l'esclavage *dans le territoire* des Etats-Unis à l'Ouest du "Missisipi et dans les nouveaux Etats qui seront formés dans ce territoire."

Thompson, sentant bien la portée de cet amendement, le combattit et le fit repousser par 16 contre 11: Thompson votant avec la majorité, le général Harrison avec la minorité.

Alors le général Harrison proposa de renvoyer le tout à l'examen d'un comité spécial de trois membres. Cette proposition fut encore repoussée par 15 contre 13: Harrison votant pour et Thompson contre.

La résolution originaire présentée par Thompson fut alors mise aux voix et adoptée par 20 contre 8. Le général Harrison votant contre et Thompson pour.

La chambre ayant fait quelques légères modifications, la résolution fut renvoyée au Sénat, et sur la motion d'approbation, le général Harrison vota encore contre, et le général Thompson pour.

Ainsi donc, il n'est pas exact de dire, comme l'a fait le *Courrier*, "que la résolution adoptée fut le fruit du "travail commun de Thompson et du général Harrison."

Il n'est donc pas exact de prétendre que cette discussion du Sénat de l'Ohio prouvait les sentimens nécrophiles de Harrison.

Il serait, on vérité, bien à désirer que les journaux du pouvoir prissent un peu *plus la peine de s'assurer* de la vérité des faits qu'ils avancent. Ils se plaignent qu'on les traite souvent de calomniateurs; *mais à qui la faute?* Ne font-ils pas nommer les chefs par leur nom?

Au défi porté par nous, aux journaux Vanocrates, de prouver l'existence du prétendu comité de tiraille dans les huit tant de bruit, le *Courrier* de samedi répond par des extraits d'une lettre adressée à un comité d'Ouachita, par un comité de Claiborne.

Mais pour cette lettre? précisément le contraire de ce qu'on veut lui faire prouver: "Votre lettre au "général Harrison, nous a été remis avec instruc"tions d'y donner notre attention immédiate. Ne ré"pondez-y pas de là que le général Harrison dirige et fait diriger ce qu'il n'a pas le temps de faire lui même."

Depuis qu'il a été nommé par la Convention de Harrisburg, le général Harrison est accablé d'une telle quantité de lettres de toute nature, qu'il y a impossibilité absolue de ce pas il répondre à toutes par lui même, sans nuire qu'il abandonnerait toutes ses affaires importantes. A tous ceux donc qui lui demandent quelles sont ses opinions politiques, parcequ'ils n'attachent à la réforme du gouvernement général et disposés à soutenir l'élection du général Harrison à la Présidence et de John Tyler à la Vice Présidence des Etats Unis, aura lieu lundi soir, 22 du courant, à la Salle d'Orléans, rue d'Orléans à 8 heures.

D'ordre du comité Whig Central.

THOS. URQUHART, Président.
J. B. WALTON, } Secrétaires.
WM. HY. WHITE. }

ASSOCIATION TIPPECANOE.

DES JEUNES GENS DE LA NLLE. ORLEANS.

☞ Les membres de cette association se réuniront dans l'intérieur de la Cour de Paroisse, ce soir à 7 heures. On demande la plus grande ponctualité.

KURSHEEDT, } Secretaires.
DELAPLAINE, }

Le *Courrier* reproduit encore son assertion que "la conduite du général Harrison dans le Sénat de l'Ohio, en 1820, prouve qu'il est abolitioniste." La conduite antérieure et postérieure du général Harrison répond victorieusement à cette accusation.

Celui qui, en 1802, présidait dans l'Indiana, une convention ayant pour but d'obtenir une modification de l'ordonnance de 1787, de manière à pouvoir admettre l'esclavage dans ce territoire; celui qui, en 1819, repoussait, comme membre de la Chambre des Représentans au Congrès pour l'Etat de l'Ohio, les résolutions suivantes, à propos de la demande d'admission du Missouri :

"Résolu que l'introduction ultérieure de l'esclavage soit prohibée, excepté pour la punition des crimes."

"Résolu que les enfans des esclaves nés dans l'Etat du Missouri, après son admission dans l'Union, seront libres à l'âge de 25 ans."

Celui qui en 1822 disait: *Nous ne pouvons pas émanciper les esclaves des autres Etats;*

Celui qui disait en 1833 que *s'il y a dans la Constitution des Etats Unis un article à l'abri de toute contestation, c'est celui qui dispose que la population esclave est sous le controle exclusif des Etats auxquels elle appartient*—

Celui qui disait, à la même époque: *Il est incontestable selon moi que, ni le gouvernement général des Etats Unis, ni les gouvernemens particuliers des Etats sans esclaves, ne peuvent intervenir en aucune manière dans la droit de propriété sur les esclaves*—

Celui qui disait à la même époque: *La discussion du sujet de l'émancipation dans les Etats sans esclaves n'est nullement autorisée par les principes de la Constitution*—

Celui qui a dit en 1835: *Les maux des émancipateurs sont funestes, présomptueux et inconstitutionnelles*—

Celui qui a dit dans une lettre récemment publiée, que ces opinions sont toujours les siennes—

Celui, en un mot, qui a fait et dit ces choses, peut-il avoir jamais donné un vote favorable aux abolitionistes? Evidemment non.

Mais outre ces preuves morales, nous donnerons des preuves matérielles.

Le Général Thompson, alors sénateur du comté de Colombiana, qui a été depuis membre du Congrès et partisan de Jackson et de Van Buren, présenta une résolution ainsi conçue :

"Résolu &c., que nos sénateurs et représentans au "Congrès soient requis de faire tous leurs efforts pour "s'opposer à l'admission du Missouri avec l'esclavage."

Le général Harrison qui pensait, ainsi que le prouvait son vote récent au Congrès que la Constitution ne donnait point au Congrès le droit d'imposer des conditions à l'admission des nouveaux *états relativement à l'esclavage*, et qui n'ignorait pas non plus que le parti abolitioniste était en force au Sénat, proposa un amendement qui lui fait entièrement la décision de l'affaire au Congrès, sans lier les représentans de l'Ohio par un mandat impératif.

Son amendement en effet tendait clairement à ce but: il proposait de remplacer la résolution de M. Thompson par celle-ci:

"Résolu &c., que nos sénateurs et représentans soient requis de faire tous leurs efforts et d'employer "tous les moyens, *compatibles avec la Constitution et les traités*, pour prevenir l'extension de l'esclavage *dans le territoire* des Etats-Unis à l'Ouest du "Missisipi et dans les nouveaux Etats qui seront formés dans ce territoire."

Thompson, sentant bien la portée de cet amendement, le combattit et le fit repousser par 16 contre 11: Thompson votant avec la majorité, le général Harrison avec la minorité.

Alors le général Harrison proposa de renvoyer le tout à l'examen d'un comité spécial de trois membres. Cette proposition fut encore repoussée par 15 contre 13: Harrison votant pour et Thompson contre.

La résolution originaire présentée par Thompson fut alors mise aux voix et adoptée par 20 contre 8. Le général Harrison votant contre et Thompson pour.

La chambre ayant fait quelques légères modifications, la résolution fut renvoyée au Sénat, et sur la motion d'approbation, le général Harrison vota encore contre, et le général Thompson pour.

Ainsi donc, il n'est pas exact de dire, comme l'a fait le *Courrier*, "que la résolution adoptée fut le fruit du "travail commun de Thompson et du général Harrison."

Il n'est donc pas exact de prétendre que cette discussion du Sénat de l'Ohio prouvait les sentimens nécrophiles de Harrison.

Il serait, on vérité, bien à désirer que les journaux du pouvoir prissent un peu *plus la peine de s'assurer* de la vérité des faits qu'ils avancent. Ils se plaignent qu'on les traite souvent de calomniateurs; *mais à qui la faute?* Ne font-ils pas nommer les chefs par leur nom?

Au défi porté par nous, aux journaux Vanocrates, de prouver l'existence du prétendu comité de tiraille dans les huit tant de bruit, le *Courrier* de samedi répond par des extraits d'une lettre adressée à un comité d'Ouachita, par un comité de Claiborne.

Mais pour cette lettre? précisément le contraire de ce qu'on veut lui faire prouver: "Votre lettre au "général Harrison, nous a été remis avec instruc"tions d'y donner notre attention immédiate. Ne ré"pondez-y pas de là que le général Harrison dirige et fait diriger ce qu'il n'a pas le temps de faire lui même."

Depuis qu'il a été nommé par la Convention de Harrisburg, le général Harrison est accablé d'une telle quantité de lettres de toute nature, qu'il y a impossibilité absolue de ne pas